

Votre supplément

Mardi 21 juin 2022

L'unionÉCO



Retrouvez l'actualité économique de votre région sur nos sites

LA CRISE DU BLÉ DÉCRYPTÉE

La dernière édition d'«On refait l'éco» le rendez-vous de L'union-L'Ardennais Economie était consacrée à la pénurie et à l'inflation du prix de cette céréale vitale sur la planète qui est confrontée à la guerre en Ukraine et à la sécheresse.

PAGES II & III



L'édito de
Julien Bouillé

Le programme éco de Macron peut-il aussi prendre une claque ?

Avec une majorité relative à l'Assemblée nationale, le gouvernement Borne aura beaucoup de mal à transformer en lois le programme d'Emmanuel Macron notamment dans le domaine économique. Pour y parvenir, les 246 députés d'Ensemble! devront faire en sorte que leur copie convienne également à 43 autres élus afin d'atteindre la majorité de 289. Les 61 députés LR apparaissent comme des alliés naturels. Sauf que le président du parti Christian Jacob martèle que LR n'entend pas faire office de roue de secours. « Nous sommes dans l'opposition, nous resterons dans l'opposition », assure-t-il. Vrai ou faux ? Sur la forme, on peut comprendre cet affichage au sein d'un parti pillé par la macronie et dont une partie des rescapés reste farouchement opposée au locataire de l'Élysée. Sur la forme, on voit mal comment les LR pourraient se boucher le nez devant le programme de Macron. On se rappelle en effet qu'après le coup de barre à droite du programme du président sortant, la candidate Valérie Pécresse avait crié à la « contrefaçon ». Ensemble! semble en effet avoir fait son petit marché chez LR : retraite à 65 ans, baisse des impôts de production, obligation de faire travailler un minimum les bénéficiaires du RSA ou baisse des droits de succession. Il y a sans doute aussi des multiples consensus possibles sur l'emploi, le soutien à l'agriculture et aux entreprises. Mais aussi l'énergie : Pécresse et Macron sont pour une relance du nucléaire. Ils sont donc plus faciles à marier que Mélenchon, qui veut fermer les centrales, et Le Pen qui veut démonter les éoliennes. On pourrait même imaginer un deal Macron à l'Élysée et Pécresse à Matignon. Chacun pourrait y trouver son compte. Mais ce n'est que l'un des scénarios d'une année politique déroutante. ■



SOCIAL
La MSA lance un plan d'action pour lutter contre le mal-être agricole
PAGE VIII



CHAMPAGNE
Des tensions toujours vives autour des coiffes et des muselets
PAGE VII

Extrait du journal L'Union - Mardi 21 juin Page:24/25

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)

VIII

ÉCONOMIE

MARDI
21 JUN 2022

SOCIAL

Comment prévenir le mal-être dans le milieu agricole ?

À l'occasion de son assemblée générale, la Mutualité sociale agricole (MSA) Marne Ardennes Meuse a présenté son programme pour répondre aux situations de détresse dans le monde agricole.

THOMAS CROUZET

Les chiffres attestent, pour le régime agricole (salariés et exploitants), d'un taux de surmortalité générale, de l'ordre de 30 %, indique Anne Dal Molin, directrice générale de la MSA Marne Ardennes Meuse. Le Nord et le Grand Est sont des territoires particulièrement touchés. Il s'agit, pour la MSA, de prévenir les situations de détresse des populations agricoles, qui peuvent, à terme, conduire à des actes de suicide.

« Les chiffres attestent, pour le régime agricole (salariés et exploitants), d'un taux de surmortalité générale, de l'ordre de 30 % »

Anne Dal Molin, directrice générale de la MSA Marne Ardennes Meuse

1 DÉPLOIEMENT DU PLAN MAL-ÊTRE
Le gouvernement a publié, le 23 novembre 2021, sa feuille de route pour faire face aux situations de détresse dans le monde agricole, au travers d'un vaste programme baptisé Plan mal-être. Un budget à 42 millions d'euros annuel a été annoncé, soit une

augmentation de l'ordre de 40 % des moyens alloués. Dans ce cadre, la MSA a été intégrée comme relais local sur tous les territoires, avec un référent « mal-être » nommé au sein de chaque caisse.

« Il s'agit, pour la MSA de prévenir et accompagner toute forme de difficultés, de soutenir et accompagner socialement le régime agricole, et de mettre en relation avec des équipes médicales, si jamais la situation le nécessite » développe Anne Dal Molin.

2 MISE EN PLACE DU RÉSEAU AGRI SENTINELLES

Pour détecter des situations de détresse, un réseau de « sentinelles » s'est structuré sur le territoire, avec des bénévoles formés. « Il s'agit d'identifier les signaux faibles, comme un agriculteur qui n'ouvre plus les courriers qu'on lui adresse, parce qu'il se dit que ça doit être une demande de recouvrement, détaillait Julien Denormandie lors de la présentation du Plan mal-être. Ces sentinelles, ce sont l'ensemble des personnes en lien avec les agriculteurs, les institutionnels comme la MSA, mais aussi les voisins, les chambres d'agriculture, les associations, le facteur, le banquier, l'élu local... » En complément, une plateforme dédiée aux exploitants ou salariés



Frédéric Chiny, vice-président de la MSA Marne Ardennes Meuse, alerte sur l'impact du cumul des crises pour le monde agricole. Alain Lantrebecq

en détresse a été ouverte, Agri'écoute, avec une orientation possible vers la cellule de prévention de la MSA.

3 DES AIDES DIRECTES ALLOUÉES

En 2021, 1,896 million d'euros de cotisations ont été prises en charge sur le territoire de la MSA Marne Ardennes Meuse.

Une aide financière « qui permet aux chefs d'exploitations fragilisées par les crises et les aléas climatiques de faire face aux difficultés de trésorerie de manière rapide », développe Frédéric Chiny, vice-président de la MSA Marne Ardennes Meuse.

Un dispositif « d'aide au répit » a également été financé en cas

d'épuisement professionnel, « afin de remplacer des chefs d'exploitation dans leurs activités professionnelles », détaille Anne Dal Molin. « Cette aide permet également aux salariés de bénéficier de groupes de parole, d'aides au départ en vacances, de conseils psychologiques », poursuit la directrice de la MSA Marne Ardennes Meuse.

Multiplication des crises

« Jusqu'à présent, le monde agricole était concerné par des crises, économiques ou agricoles, qui se succédaient, note Frédéric Chiny, vice-président de la MSA Marne Ardennes Meuse. Mais depuis la crise sanitaire, celles-ci se cumulent et leurs effets s'additionnent. La situation est inédite. » Crise Covid, crise climatique, crise ukrainienne... Les agriculteurs ont la tête sous l'eau depuis deux ans.

« Un exploitant ne peut plus calculer ses coûts sur les années futures et ne peut donc plus se projeter vers l'avenir, analyse Frédéric Chigny. Les tensions sur l'énergie, s'ajoutent à celles sur les intrants, ce qui explique que la tonne de blé flambe. Nous nous trouvons dans un monde en profonde mutation dans lequel l'agriculteur doit sans cesse s'adapter pour maintenir sa production. »

4 L'ATOUT DU GUICHET UNIQUE

Afin de détecter les situations à risque, le guichet unique, qui recense l'ensemble des prestations de protection sociale, est, selon la MSA, un bon indicateur. « Si, par exemple, on constate qu'il n'y a pas eu de consommation de remboursements médicaux sur une période de deux ans, on se dit qu'il y a peut-être un problème, que la personne est possiblement sortie du système et dépassée », indique Anne Dal Molin. ■

LE CHAMPAGNE EN FLASH

MAISON

Le Clos Lanson fait son entrée sur la place de Bordeaux

À compter du 4 octobre prochain, la maison Lanson confiera la distribution de sa cuvée « Le Clos Lanson » à la Place de Bordeaux par l'intermédiaire du Bureau des grands vins. Il s'agit de la deuxième maison champenoise à arriver sur la place, après Philipponnat l'an passé, également maison membre du groupe Lanson BCC. François Van Aal, président des champagnes Lanson, indique que « ce mode de distribution permettra à cette cuvée d'exception de toucher un plus grand nombre d'amateurs et de collectionneurs de grands vins dans le monde, tout en renforçant la notoriété de la maison déjà présente dans plus de 90 pays. » Cette annonce s'inscrit dans la stratégie de montée en gamme amorcée depuis plusieurs années par la Maison Lanson, avec notamment le lancement du premier millésime du Clos Lanson 2006.

VIGNERONS

Une cuvée pour le champagne DS Robert

Pour Séverine et David Robert, la création d'une cuvée est la conclusion d'un projet qui a occupé tout leur temps depuis 2018. Car le couple de vignerons de Chouilly partait « de presque zéro ». Si la famille de David Robert possédait des vignes « depuis mes grands-parents, jamais on n'a commercialisé notre propre champagne. On est les premiers ». Après un travail acharné, ils ont réussi à concrétiser ce que David appelle « son vieux rêve ». C'est ainsi qu'est née leur



Séverine et David Robert, dans une de leurs parcelles près de Cramant.

première cuvée, un blanc de blancs extra-brut, uniquement de village grand cru, nommé « précellence ».

Le couple a opté pour une approche haut de gamme « pour se distinguer ». Tout se fait en vente directe depuis chez eux, à Chouilly. Vous ne les trouverez pas chez les cavistes « mais on a des contacts avec des restaurants ». 1 500 bouteilles, vendues à 39,60 euros, sont sur le marché « car on en garde 500 pour les faire vieillir un peu plus ». ■

Extrait du journal L'Union - Mardi 21 juin Page:32/33

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)